

CHAPITRE

1

COMPLEXES IDENTITAIRES OU IDENTITÉS COMPLEXES EN BELGIQUE FÉDÉRALE

Emilie VAN HAUTE, Régis DANDOY,
Nicolas DE DECKER, Pascal DELWIT (ULB,
Centre d'étude de la vie politique)

INTRODUCTION

A quoi les Belges s'identifient-ils ? Où se niche leur sentiment d'appartenance ? Ces questions semblent évidentes si l'on considère l'évolution politico-institutionnelle du pays depuis une trentaine d'années. Les vagues successives de réformes de l'Etat (1970, 1980, 1988, 1993, 2001¹) ont mené à une fédéralisation toujours plus poussée de l'Etat unitaire à travers un processus largement centrifuge (Delperée, 1999)². Ces réformes ont essentiellement été initiées par un mouvement flamand, protestant contre le caractère trop francophone de l'Etat (Van Haute, 2005). Mais les demandes de réformes ont aussi été portées par un mouvement wallon, pour des raisons essentiellement économiques (Pilet, 2005). De ce processus sont nées différentes institutions (trois Régions et trois Communautés), qui se sont greffées aux institutions initiales du modèle unitaire (Etat, Provinces, villes et communes). Les citoyens ont donc vu apparaître une série d'institutions qui se sont petit à petit affirmées, à tout le moins symboliquement, avec l'adoption de drapeaux, hymnes, voire l'ébauche de constitution. Les entités fédérées se sont par ailleurs vu doter d'un nombre de compétences et de moyens budgétaires toujours croissants (Delwit et Pilet, 2004). Le processus semble plus que jamais à l'œuvre. On s'attend, à la suite des élections fédérales de 2007, à un nouveau round de négociations institutionnelles. Le transfert de compétences nouvelles vers les entités fédérées (notamment certains pans de la sécurité sociale) figure à l'agenda politique des élites néerlandophones, alors que des velléités en matière de moyens financiers ou d'extension des frontières de la Région de Bruxelles-Capitale se font entendre du côté francophone.

Au regard de ces évolutions politico-institutionnelles, la question de l'avenir de la Belgique semble posée. En décembre 2006, la télévision publique francophone (RTBF), estimant la question d'actualité et voulant susciter le débat, a diffusé un documentaire fiction simulant la scission du pays suite à la déclaration d'indépendance de la Flandre, qui aurait été votée à l'unanimité par le Parlement flamand. Les téléspectateurs ont vu défiler des reportages fictifs : départ de la famille royale à l'étranger, manifestations de joie de nationalistes flamands, protestations de Belges devant le palais royal, réactions d'hommes et de femmes politiques de tous bords, jusqu'à la réunion secrète du gouvernement dans la dixième boule « cachée » de l'Atomium, ... Tous les acteurs de la pièce étaient rassemblés. A la suite

¹ Voir notamment Delwit et Hellings, 2002.

² Voir la contribution de M. PAQUES et M. OLIVIER (Chapitre 2).

de la diffusion de la fiction, un débat de forme plus « traditionnelle » entre des figures importantes des formations politiques a eu lieu. A côté des nombreuses questions liées à la déontologie journalistique³, cette émission a remis au centre la question complexe des identités en Belgique.

La question du positionnement identitaire des citoyens semble en effet particulièrement intéressante dans ce contexte d'évolutions institutionnelles. *Les citoyens belges ont-ils intégré les entités fédérées nouvellement créées ? Quel est leur rapport à l'Etat fédéral subsistant ?* C'est à ces questions que cette contribution a pour objectif de répondre. Pour ce faire, nous procéderons en quatre temps. Nous commençons par certaines précisions conceptuelles et méthodologiques, pour nous pencher ensuite sur la question de la mesure des identités en Belgique. Dans un troisième temps, nous tentons de distinguer les déterminants principaux de ces identités. Enfin, la question des attitudes des citoyens en matière institutionnelle sera traitée.

PRECISIONS CONCEPTUELLES ET METHODOLOGIQUES

Afin de mieux cerner le positionnement identitaire des citoyens, plusieurs auteurs se sont attardés sur la notion d'appartenance. En effet, l'identité sociale des individus recouvrirait la conscience d'appartenir à un groupe, une collectivité, et le partage d'éléments symboliques et de représentation au sein du groupe (Jacquemain et al, 1994). C'est sur ce sentiment d'appartenance que les chercheurs ont principalement axé leur travail. Notons aussi que l'identité sociale d'un individu est envisagée comme un processus, c'est-à-dire non statique et susceptible d'évolutions en fonction du contexte. Un citoyen pourrait dès lors développer des identités multiples, qui seraient activées ou non selon le contexte dans lequel il se trouve (Vandekeere et al, 1994).

Pour mesurer le degré d'identification des citoyens aux différentes entités ethno-territoriales composant le paysage institutionnel belge, les politologues ont essentiellement développé trois types de mesures. La première, et la plus utilisée, investigate la question de la hiérarchie des identités et des sentiments d'appartenance. La seconde examine l'intensité

³ En début de diffusion, le reportage s'est trouvé précédé d'un encart « ceci pourrait bien ne pas être une fiction ». Durant les premières minutes de diffusion, seul un logo d'une émission phare de la chaîne était apposé au coin de l'écran. Devant la prise d'assaut des standards téléphoniques de la chaîne, un bandeau a été ensuite apposé en bas de l'écran, signifiant le caractère fictif du documentaire.

relative de ces identités ethno-territoriales. Enfin, la troisième approche la question de leur fréquence et de leur intensité singulière.

Ces mesures ont été testées lors de différentes enquêtes. Dans le cas belge, plusieurs d'entre elles nous fournissent des indications sur les identités ethno-territoriales. Une première série d'enquêtes, appelée « Régioscopes I à IV », a été réalisée par l'Université libre de Bruxelles et l'Université catholique de Louvain entre 1979 et 1986. Un second corpus de données est issu des enquêtes post-électorales réalisées par les centres de recherche universitaires PIOP (Point d'appui Interuniversitaire sur l'Opinion Publique et la Politique, UCL) et ISPO (Instituut voor Sociaal en Politiek Opiniononderzoek, KUL). Ces dernières se basent sur des vagues d'enquêtes successives (1991, 1995, 1999 et 2003) réalisées dans les mois qui suivent les élections fédérales et sont destinées à montrer l'évolution des tendances dans les attitudes et les comportements politiques au niveau global de l'électorat belge. D'autres enquêtes menées par l'IWEPS (Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique) et le CLEO (Centre liégeois d'étude de l'opinion de l'Université de Liège) en Wallonie nous fournissent aussi des éléments d'information. Notons enfin que le versant belge des European Value Systems Studies (1981, 1991 et 2000)⁴ et les publications relatives aux valeurs des Belges (Rezsohazy et Kerkhofs, 1984 ; Voyé et al, 1992 ; et Bawin-Legros et al, 2001) procurent quelques éléments complémentaires.

MESURES DES IDENTITES EN BELGIQUE

Le questionnaire le plus « classique » consiste en l'application d'une échelle hiérarchique, c'est-à-dire à demander aux répondants de déclarer leurs sentiments premiers d'appartenance parmi plusieurs niveaux de pouvoir. De par son utilisation fréquente, l'avantage de cette question est qu'elle permet une comparaison diachronique. Elle oblige cependant le répondant à ordonner et hiérarchiser ses identités, ce qu'il ne ferait peut-être pas s'il avait la liberté de réponse.

Dans les enquêtes « Régioscopes », la question est formulée de la manière suivante : ***A quel groupe estimez-vous appartenir avant tout ?***⁵

⁴ Voir <http://www.europeanvalues.nl/index2.htm>

⁵ A l'exception du « Régioscope IV », pour lequel la formulation suivante a été retenue *Parmi les groupes cités ci-dessous, à quel groupe estimez-vous appartenir avant tout ?*

Tableau 1 : Evolution des sentiments d'appartenance sur base de la question hiérarchique en Wallonie (1979-1986)

Niveau d'appartenance	1979	1980	1981	1982	1986
Ensemble des Belges – Belgique ⁶	54,33%	59,40%	61,25%	57,4%	57,63%
Communauté française	15,70%	16,17%	17,00%	15,64%	10,65%
Région wallonne	18,44%	17,40%	15,00%	17,69%	15,74%
Province	1,98%	0,70%	1,00%	1,44%	2,18%
Ville/commune	9,44%	6,32%	5,75%	7,82%	11,86%

Source : De Winter et Frognier, 1999

Ces enquêtes dressent un portrait relativement constant des identités en Wallonie durant les années quatre-vingt (tableau 1). Une majorité des répondants se déclare Belge avant tout. Viennent ensuite la Région wallonne, puis la Communauté française (à l'exception de 1981 où l'ordre est inversé). La ville ou la commune recueillent entre 5 et 10% des réponses, alors que la Province occupe une place marginale dans ce classement.

En Flandre, le tableau est inversé (tableau 2). On y trouve davantage de répondants se sentant Flamand avant d'être Belge. Cependant, une évolution se dessine vers la fin de la décennie. La proportion de citoyens flamands s'identifiant à la Belgique dépasse celle des citoyens qui s'identifient au premier chef à la Flandre. Il est à remarquer que le sentiment d'appartenance local (ville/commune) est plus prégnant en Flandre que dans le Sud du pays.

Tableau 2 : Evolution des sentiments d'appartenance sur base de la question hiérarchique en Flandre (1979-1986)

Niveau d'appartenance	1979	1980	1981	1982	1986
Belgique	34,35%	40,12%	37,26%	34,81%	43,89%
Communauté/ Région flamande	44,99%	44,44%	47,36%	48,52%	32,57%
Province	1,94%	1,85%	2,16%	2,22%	3,17%
Ville/commune	18,71%	13,58%	13,22%	14,44%	20,36%

Source : De Winter et Frognier, 2001

Ce constat de localisme plus marqué au Nord a été corroboré dans la première livraison de questionnaires des European Value Systems Studies. Perspective transnationale

⁶ L'enquête propose deux modalités pour la référence nationale : « l'ensemble des Belges » (référence à une communauté de personnes) et la « Belgique » (référence à un niveau institutionnel).

oblige, cette enquête ne prend pas directement en considération la problématique des identités régionales et communautaires. Tout au plus se borne-t-elle à constater que « ce sont les francophones qui manifestent le sentiment d'appartenance nationale [les plus fiers d'être Belge] le plus net, tandis que chez les Flamands c'est le sentiment d'appartenance locale qui est de loin le plus affirmé » (Delruelle-Vosswinkel, 1984).

En ce qui concerne les enquêtes PIOP-ISPO, la question se décline comme suit : *A quoi avez-vous le sentiment d'appartenir en premier lieu ? 1) à la Belgique ; 2) à la Communauté française ; 5) à la Région wallonne ; 7) à votre province ; 8) à votre ville ou à votre commune ; 9) ne sait pas.*

Tableau 3 : Sentiments d'appartenance sur base de la question hiérarchique classique en Wallonie (1991, 1995 & 1999)

Niveaux d'appartenance	1991	1995	1999
Belgique	66,0%	67,9 %	73,3 %
Communauté française	10,9%	8,8 %	4,9 %
Région wallonne	11,6%	9,5 %	10,7 %
Province	1,1%	0,7 %	1,7 %
Ville / Commune	7,2%	8,2 %	9,2 %
Autres	3,3%	5,1 %	0,2 %
TOTAL	100%	100 %	100 %

Source : PIOP-ISPO, 1991, 1995 & 1999.

En 1991 et 1995 (tableau 3), deux tiers des Wallons (respectivement 66,0% et 67,9%) s'identifient d'abord à la Belgique, pour environ un Wallon sur dix s'identifiant en premier lieu à la Région wallonne (11,6% et 9,5%). La Communauté française arrive en troisième position avec 10,9% et 8,8% des répondants la citant en premier lieu, directement suivie par la commune/ville (7,2%, puis 8,2%). En 1999, l'identification à la Belgique se renforce légèrement, avec quasiment trois quarts des Wallons (73,3%) s'identifiant d'abord à ce niveau institutionnel. L'identification à la Région (10,7%) ou à la commune/ville (9,2%) reste relativement stable dans le temps. La Communauté française semble moins rassembler (4,9%). La Province n'est que très peu citée par les répondants, et ce de manière relativement stable dans le temps.

On le constate aisément, le sentiment d'appartenance à la Belgique se maintient, voire se renforce dans le courant des années quatre-vingt-dix, celles-là mêmes qui ont vu la mutation de l'Etat unitaire vers un Etat fédéral se concrétiser dans la constitution. La tendance

à la baisse de la référence à la Communauté française est l'autre fait marquant de cette analyse diachronique.

Tableau 4 : Sentiments d'appartenance sur base de la question hiérarchique classique en Flandre (1995 & 1999)

Sentiment d'appartenance	1995	1999
Belgique	51,9%	56,9%
Communauté/Région flamande	24,9%	27,3%
Province	3,2%	2,1%
Ville/commune	17,2%	13,5%
Autre	2,8%	0,2%
TOTAL	100,0%	100,0%

Source : PIOP-ISPO 1995 & 1999.

Tout comme dans le cas de la Wallonie mais dans une proportion légèrement moindre, une majorité de Flamands (51,9% en 1995 et 56,9% en 1999) s'identifie en premier lieu à la Belgique (tableau 4). Pour sa part, le sentiment d'appartenance à la Région rallie environ un quart des répondants⁷. Comme nous l'avions déjà souligné pour les années quatre-vingt, de manière plus spécifique, la ville ou la commune émerge beaucoup plus que dans le cas de la Wallonie. Certains auteurs rattachent ce phénomène à « une origine qui se situerait à l'époque de la « splendeur » des villes flamandes » (De Winter et Frognier (2001, p. 259).

L'interprétation de ces résultats ne doit cependant pas trop rapidement mener à la conclusion d'un décalage entre positionnement identitaire et choix institutionnels des élites politiques. Des précautions méthodologiques doivent être rappelées. Ainsi, l'ordre des réponses préformulées⁸ pourrait avoir bénéficié à la catégorie de réponse « Belgique ». En outre, il est possible que la mesure hiérarchique « force » les répondants à opérer un classement entre les sentiments d'appartenance qu'ils n'opéreraient peut-être pas spontanément.

Dès lors, une alternative à la mesure hiérarchique consiste à tenter de mesurer l'intensité relative de ces identités, à savoir si les citoyens se sentent plus proches de leur Région ou de leur groupe ethnique que de l'Etat nation dont ils font partie. L'échelle Moreno

⁷ Notons cependant que si l'on somme la proportion de répondants wallons s'identifiant à la Région avec ceux s'identifiant à la Communauté (les « fédéralistes »), le résultat oscille entre 15 et 20%.

⁸ Ainsi, la première catégorie proposée bénéficierait du « primacy effect » ; la dernière catégorie, du « recency effect », ce qui pourrait pour partie expliquer la place prépondérante de la Belgique dans les réponses fournies. A noter que l'ordre des réponses préformulées est relativement constant dans les « Régioscopes » et les enquêtes PIOP-ISPO.

qui a été utilisée est celle qui offre les meilleures garanties de fiabilité et de validité interne et externe. En outre, elle a l'avantage d'une simplicité d'utilisation et de la possibilité pour le répondant de ne pas hiérarchiser, même si elle comporte l'inconvénient de réduire les choix.

La formulation de cette échelle utilisée est la suivante : ***Laquelle de ces affirmations correspond le plus à votre vision de vous-même : 1) je me sens uniquement Wallon/Flamand ; 2) je me sens plus Wallon/Flamand que Belge ; 3) je me sens aussi bien Wallon/Flamand que Belge ; 4) je me sens plus Belge que Wallon/Flamand ; 5) je me sens uniquement Belge ; 6) je ne sais pas.***

Tableau 5 : Sentiments d'identité sur base de comparaison ordinale en Wallonie (1995 & 1999)

	1995	1999
Je me sens uniquement Wallon(ne)	1,5 %	2,3 %
Je me sens plus Wallon(ne) que Belge	9,4 %	11,3 %
Je me sens aussi bien Wallon(ne) que Belge	44,7 %	41,8 %
Je me sens plus Belge que Wallon(ne)	25,3 %	22,0 %
Je me sens uniquement Belge	19,1 %	22,5 %
TOTAL	100 %	100 %

Source : PIOP-ISPO, 1995 & 1999.

Ce tableau atteste qu'une très faible minorité de la population wallonne se considère « uniquement Wallonne » (2,3% en 1999 contre 1,5% en 1995). Par ailleurs, l'attachement wallon prime sur le sentiment belge chez seulement 13,6% (10,9% en 1995) des répondants. Le reste de la population se partage en deux grands groupes : ceux qui mettent le Belgique et la Wallonie à égalité (41,8% en 1999 contre 44,7% en 1995) et ceux qui mettent leur attachement à la Belgique en avant (44,5% en 1999 contre 44,4% en 1995). En Flandre (tableau 6), la distribution des réponses se décline presque comme une distribution gaussienne⁹. Très peu de répondants déclarent ne se sentir que Flamand (3,6% en 1995 et 7% en 1999). En comparaison avec le pendant wallon de l'enquête, moins de répondants se retrouvent sur le versant « belge » de l'échelle (28,4%, contre 44,5% du côté wallon). Cependant, la position médiane recueille des scores relativement similaires.

Tableau 6 : Sentiments d'identité sur base de comparaison ordinale en Flandre (1995 & 1999)

⁹ Du nom de son concepteur Gauss, il s'agit d'une courbe de cloche, maximale en son milieu, et déclinante aux extrémités.

	1995	1999
Je me sens uniquement Flamand(e)	3,6%	7%
Je me sens plus Flamand(e) que Belge	23,1%	22,4%
Je me sens aussi bien Flamand(e) que Belge	45,3%	42,2%
Je me sens plus Belge que Flamand(e)	17,2%	13,3%
Je me sens uniquement Belge	10,8%	15,1%
TOTAL	100,0 %	100,0%

Source : PIOP-ISPO, 1995 & 1999.

Notons que les taux de corrélation¹⁰ entre les réponses à ces deux questions (Moreno et échelle hiérarchique) sont importants et statistiquement significatifs.

Basée sur une autre méthodologie et un mode de questionnement sensiblement différents, les enquêtes de l'IWEPS et du CLEO menées en Wallonie travaillent sur deux indicateurs directs du sentiment d'appartenance : la fréquence et l'intensité (Jacquemain et al, 1994). La perspective défendue par cette étude est que les différentes identités ne sont pas nécessairement concurrentes mais qu'elles peuvent aussi être complémentaires. Autrement dit, ce sont les individus qui se sentent le plus fortement Belges qui se sentent également le plus fortement Wallons et Européens (Jacquemain et al, 2006).

Tableau 7 : Fréquence des sentiments wallons et belges en Wallonie (1995)

	Sentiments wallons	Sentiments belges
Jamais	9,3%	2,8%
Rarement	12,4%	6,3%
De temps en temps	28,4%	16,8%
Souvent	28,1%	28,5%
Presque toujours	21,8%	45,5%
Total	100,0%	100,0%

Source : De Winter et Frognier 1999, p.77.

Par rapport à la question de hiérarchie classique, cette question permet d'épingler la cohabitation des identités wallonne et belge, tout en confirmant la prédominance du sentiment d'appartenance à la Belgique (tableau 7). Elle ne permet cependant pas de faire émerger clairement des identités dominantes.

Tableau 8 : Intensité du sentiment d'appartenance en Wallonie (1991 & 1995)

¹⁰ Le taux de corrélation est la valeur qui détermine l'ampleur d'une relation de dépendance entre deux variables.

	1991			1995		
	Faible	Moyen	Fort	Faible	Moyen	Fort
Belge	14,1%	41,7%	44,3%	8,1%	43,2%	46,1%
Wallon	19,8%	37,7%	42,5%	19,0%	51,9%	29,1%
Francophone	17,2%	39,0%	43,9%			
Européen	27,9%	47,3%	24,7%			

Sources : Pour les données de 1991, voir Jacquemain et al, 1994, p.349 ; pour les données de 1995, voir De Winter et Frogner, 1999, p.78.

Cette suprématie du sentiment belge se retrouve dans l'analyse des niveaux d'intensité (tableau 8). Selon De Winter et Frogner (1999, p.78), « il y a certainement une relation entre la fréquence selon laquelle on se sent Wallon ou Belge et l'intensité de ces sentiments ».

DETERMINANTS DES IDENTITES

A l'aide d'analyses entre plusieurs variables, De Winter (2002 & 2003) entreprend de découvrir les déterminants socio-démographiques potentiels permettant d'expliquer, en partie du moins, les sentiments identitaires tels que présentés dans les tableaux 5 et 6. Ainsi, le genre et l'âge entrent en ligne de compte puisque les hommes wallons se sentent un peu plus Belges que les femmes (c'était déjà le cas en 1995) (De Winter et Frogner, 1999, p.91) tandis que les hommes flamands se sentent plus proche de leur région que les femmes. Les personnes âgées adoptent plus facilement une identification régionale en Wallonie alors que cette variable semble ne pas avoir d'influence en Flandre. Ceci ne semble pas confirmer le constat posé en 1995 selon lequel les générations les plus jeunes et les plus âgées s'identifient tendanciellement moins à la Wallonie ou à la Flandre que les catégories d'âge intermédiaires. De Winter et Frogner (1999, p.90) expliquaient alors cette tendance par une socialisation politique dans le contexte des grandes crises communautaires. A l'aune des résultats de 1999, cette hypothèse ne semble pas se vérifier complètement.

Du côté francophone, et en ce qui concerne le niveau européen, l'étude IWEPS-CLEO de 2003-2004 relève que les femmes se sentent moins européennes que les hommes. De même, c'est la tranche d'âge intermédiaire (50-69 ans) qui se sent plus proche du niveau européen, ce sentiment ayant tendance à diminuer chez les plus jeunes et les plus âgés. Enfin, de hauts revenus ainsi qu'un niveau d'éducation supérieur ou universitaire dans le chef des répondants wallons sont aussi deux variables qui sont significativement associées avec un sentiment d'identité européenne plus forte.

La situation géographique n'est pas à négliger puisque les répondants issus de la province du Luxembourg et ceux issus du Brabant wallon se sentent comparativement plus

Belges que les autres. De même, l'éducation influe légèrement sur le sentiment d'identité puisque les individus ayant effectué des études supérieures ou universitaires se sentent plus en faveur de la Belgique que les autres. A nouveau, cette tendance semble se confirmer dans le temps puisque l'enquête de 1995 la révélait déjà (De Winter et Frognier (1999, p.91).

Les différences entre les classes sociales sont assez marquées car la classe ouvrière est plus wallonne que la moyenne tandis que les classes supérieure et moyenne supérieure sont plus Belges. En ce qui concerne les variables philosophiques et religieuses, les répondants sans aucune conviction religieuse ou philosophique se sentent plus Wallons, suivis par les libre-penseurs. Ce constat avait déjà été posé lors de l'enquête de 1995 (De Winter et Frognier (1999, p.86) et est inversé en ce qui concerne le nord du pays puisque les répondants qui se rendent régulièrement à l'église se sentent plus Flamands.

Au plan politique, les électeurs du parti socialiste et du Front national sont les plus wallons, tandis que ceux du Mouvement réformateur, du Centre démocrate humaniste et d'Ecolo sont plus Belges que la moyenne. Ces chiffres sont globalement confirmés par l'étude IWEPS-CLEO, à l'exception du fait que parmi les trois partis avec un sentiment d'identité belge plus élevé, les répondants proches du CDH se sentiraient encore plus belges que ceux proches d'Ecolo et du Mouvement réformateur (Deflandre, 2006). Le caractère plus « régionaliste » des électeurs socialistes, et plus « belgicain » des électeurs libéraux et écologistes est un constat récurrent dans les sondages du côté francophone (Vandekeere et al, 1994, Jacquemain et al, 1994 et De Winter et al, 1999). Enfin, il existe un lien statistique faible mais significatif avec le positionnement gauche-droite : plus on est à gauche, plus on se sent Wallon.

Du côté flamand, le sondage de 1999 révèle que l'identité régionale est clairement liée au vote blanc et nul, ainsi que celui pour la VU&ID21 et le Vlaams Blok. A l'inverse, l'identité belge est associée au vote socialiste, écologiste et pour le parti Vivant. Aucune relation significative ne peut être établie entre sentiments d'appartenance et vote démocrate chrétien ou libéral (De Winter, 2002). En ce qui concerne le clivage gauche-droite, c'est, du côté flamand, l'inverse de la Wallonie puisque plus on est à droite, plus on se sent flamand.

POSITIONNEMENT EN MATIÈRE INSTITUTIONNELLE

Parallèlement, d'autres questions de l'enquête PIOP-ISPO de 1999 portent sur des aspects plus « politiques » de la problématique. Ainsi, à la question de savoir quel serait le

niveau de décision politique le plus approprié pour la gestion des problèmes dans huit secteurs de politiques publiques (justice, environnement, chômage, enseignement, pensions, soins de santé, sécurité et recherche scientifique), la Belgique est perçue comme le niveau le plus approprié (59,2%), suivie par l'Europe (19,2%), la Communauté française (7,7%), la ville/commune (7,2%) et la Région wallonne (6,7%). Paradoxalement, les Wallons se sentent peu satisfaits de la structure actuelle de la Belgique (tableau 9). En effet, si les Flamands et les Wallons s'estiment en grand partie plus ou moins satisfaits de cette structure (avec respectivement 44,6% et 46,6%), seuls 6,3% des Wallons en sont pleinement satisfaits (contre 20,5% en Flandre). Relevons le fort taux de non-réponse¹¹ : 17,5% en Flandre et 24,6% en Wallonie.

Tableau 9 : Degré de satisfaction par rapport à la structure fédérale belge actuelle (1999)

	Wallonie	Flandre
Satisfait	6,3 %	20,5 %
Plus ou moins satisfait	44,6 %	46,6 %
Pas satisfait	24,4 %	15,4 %
Sans opinion	24,6 %	17,5 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %

Source : PIOP-ISPO, 1999.

Si les Belges ne sont pas particulièrement satisfaits de cette structure, que *pensent-ils des scénarios d'avenir pour la Belgique* ? Les répondants wallons et flamands présentent des opinions sensiblement différentes. En effet, près de la moitié des Wallons (46,7%) souhaitent retourner à la Belgique d'avant la fédéralisation, tandis qu'ils ne sont que 12,5% à partager le même point de vue en Flandre. Les répondants flamands s'inscrivent principalement dans des scénarios de délégation de compétences vers les communautés et régions (62,0%, soit un peu moins du double des Wallons, à savoir 33,9%). Ces chiffres sont confirmés par une récente enquête Ipsos publiée dans La Libre Belgique (21 mars 2005) selon laquelle 64,0% de Flamands et 28,0% de Wallons souhaitent donner plus de compétences aux régions.

Cela dit, seule une faible minorité des répondants de l'enquête PIOP-ISPO des deux communautés veut voire disparaître totalement la Belgique au profit de Régions indépendantes (tableau 10). Dans l'enquête, leur nombre s'élève à 1,8% en Wallonie et 10,2%

¹¹ Les interviewés d'une enquête n'acceptent pas tous de répondre à toutes les questions. Lorsqu'un sondé refuse de répondre à une ou plusieurs questions, on classe cette 'réponse' dans la catégorie des non-réponses. Dès lors, sur certaines questions, l'échantillon (voir GUIO et LIEGEOIS, Chapitre 4) risque alors de perdre un peu de sa représentativité.

en Flandre. Finalement, les scénarios « rattachistes » (avec la France pour la Wallonie et avec les Pays-Bas pour le Flandre) ne semblent pas enthousiasmer les populations wallonnes et flamandes. Ici aussi, l'enquête Ipsos publiée dans La Libre Belgique (21 mars 2005) corrobore cette observation : 87% des Belges souhaitent que la Belgique restée unie ; 88% en Wallonie et à Bruxelles, et 85% en Flandre.

Tableau 10 : Futur de la Belgique (1999)

	Wallonie	Flandre
Rétablissement de la Belgique unitaire	46,7 %	12,5 %
Un Etat fédéral avec plus de compétences au gouvernement central	13,9 %	12,4 %
Un état fédéral avec plus de compétences aux communautés et régions	14,6 %	29 %
Un état fédéral avec autant de compétences aux communautés et aux régions que possible	19,3 %	33 %
Une Wallonie indépendante et une Flandre indépendante (incluant Bruxelles)	0,3 %	4,1 %
Une Wallonie indépendante (incluant Bruxelles) et une Flandre indépendante	0,5 %	0,8 %
Une Wallonie indépendante, une Flandre indépendante et Bruxelles indépendant	0,3 %	1,9 %
Une Wallonie indépendante, une Flandre indépendante et un statut européen pour Bruxelles	0,7 %	3,4 %
Un rattachement Wallonie-France et Flandre-Pays-Bas	3,8 %	1,2 %

Source : PIOP-ISPO, 1999.

En Flandre, un fédéralisme approfondi est privilégié par une majorité de citoyens (62,0%), alors que l'option plus centraliste est évoquée par 24,9% des sondés. A l'inverse, en Wallonie, le renforcement du niveau central recueille davantage l'adhésion (60,6%) que l'option fédéraliste, celle-ci n'étant malgré tout pas marginale (33,9%).

En la matière, la manière de poser la question semble fortement influencer sur les réponses obtenues. En effet, le sondage de 1995 dévoile des résultats relativement divergents. L'option centraliste est encore largement présente dans le sondage (tableau 11), puisque près de la moitié des Belges estiment que « la Belgique doit décider de tout » (45,5% des Flamands et 55,7% des Wallons). De même, l'option indépendantiste est fréquemment citée (35,7%), alors que du côté wallon, 83,7% sont d'accord avec la perspective du rétablissement de la Belgique unitaire.

Tableau 11 : Positionnements en matière institutionnelle (1995)

	Item	Flandre	Wallonie
Décision	La Flandre/la Wallonie doit décider de tout	33,5%	16,1%
	Neutre	21,0%	28,2%
	La Belgique doit décider de tout	45,5%	55,7%
Indépendance (version Flandre)	D'accord avec l'indépendance de la Flandre	35,7%	
	Neutre	23,0%	
	Pas d'accord avec l'indépendance de la Flandre	41,3%	
Indépendance (version Wallonie)	D'accord pour rétablir la Belgique unitaire		83,7%
	Neutre		5,9%
	Pas d'accord pour le rétablissement de la Belgique unitaire		10,4%

Source : Billiet et al 2003, p.246.

Au-delà du problème de formulation des questions, en matière institutionnelle, les données des enquêtes successives peuvent laisser entendre un certain processus d'acceptation du caractère fédéral de l'Etat belge au fil du temps.

CONCLUSIONS

L'évolution politico-institutionnelle de la Belgique et l'existence de mouvements régionalistes ou communautaires au sein de l'Etat rendent de plus en plus intéressante la question de l'articulation des identités dans ce contexte complexe. D'autant que la notion d'identité est clairement reliée à un processus et au contexte dans lequel se trouvent les individus. Dès lors, la question de l'évolution du rattachement identitaire des citoyens belges se devait également d'être abordée.

Afin de mieux cerner et mesurer cette notion, un certain nombre de sondages et d'instruments ou échelles de mesure a été mobilisé. L'analyse de la mesure hiérarchique a révélé une évolution, en particulier du côté néerlandophone, vers une plus grande identification première avec la Belgique. Cependant, l'échelle Moreno a pu mettre en évidence que ces sentiments d'appartenance ne sont pas nécessairement exclusifs les uns des autres, et qu'un grand nombre de répondants déclare se sentir autant Belge que Wallon ou Flamand. Ce caractère cumulatif et complexe de l'articulation des identités est confirmé par les Wallobaromètres, mesurant la fréquence et l'intensité des sentiments d'appartenance.

Pour certains, cette tendance s'explique par la « flamandisation » progressive de l'Etat belge. Dès lors que l'institution n'incarne plus l'élite francophone, la possibilité de s'y identifier croît (De Winter et Frogner, 2001, p.261).

Cependant, les attitudes en matière institutionnelle révèlent un processus d'acceptation du caractère fédéral de l'Etat belge. Dès lors, la situation pourrait paraître paradoxale. On constate d'un côté une plus grande identification à l'échelon national, mais parallèlement une plus grande acceptation du caractère fédéral de l'Etat. Ce paradoxe pourrait à nouveau s'expliquer par la mutation des structures institutionnelles du pays, qui seraient aujourd'hui mieux adaptées à la réalité concrète des identités à l'œuvre et mieux acceptées par la population.

BIBLIOGRAPHIE

BAWIN-LEGROS B., VOYE L., DOBBELAERE K., ELCHARDUS M. (2001), *Belge toujours. Fidélité, stabilité, tolérance. Les valeurs des Belges en l'an 2000*, Bruxelles, De Boeck,

BILLIET J., MADDENS B., BEERTEN R. (2003), « National Identity and Attitude toward Foreigners in a Multinational State: A Replication », *Political Psychology*, vol.24, n°2, pp.241-257.

DEFLANDRE D. (2006), « Identités, comportements politiques et déterminants sociologiques », in *Fédéralisme Régionalisme*, vol.6 : 2005-2006. Affiliations, engagements, identités : l'exemple wallon, 2006. <http://popups.ulg.ac.be/revue6/document.php?id=364>

DELPÉRÉE F. (1999), « Le fédéralisme de confrontation », in DELWIT P., DE WAELE J.-M., MAGNETTE P. (dir), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, Paris, PUF, pp. 53-69.

DELRUELLE N., FROGNIER A.-P. (1980), et al., « Régioscopes I », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 880.

DELRUELLE N., FROGNIER A.-P., (1981) et al., « Régioscopes II », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 927-928.

DELRUELLE N., FROGNIER A.-P. (1982), et al., « Régioscopes III », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°966.

DELRUELLE N., FROGNIER A.-P., et al. (1983), « Régioscopes IV », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°991-992.

DELRUELLE-VOSSWINKEL N. (1984), « Les valeurs politiques », in Rezsöházy R., Kerkhofs J. (dir.), *L'univers des Belges. Valeurs anciennes et valeurs nouvelles dans les années 80*, Louvain-la-Neuve, CIACO, pp.153-187.

DELWIT P., DE WAELE J.-M., MAGNETTE P. (1999) (dir), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, Paris, PUF.

DELWIT P., HELLINGS B. (2002), « Les accords du Lambermont-Saint-Polycarpe », *L'année sociale 2001*, pp. 43-53.

Delwit P., HELLINGS B. (2002), « La nouvelle réforme de l'Etat : processus, contenu, méthode », *Administration publique*, tome 2-3-4, pp. 99-106.

DELWIT P., PILET J.-B. (2004), « Fédéralisme, institutions et vie politique. Stabilité, instabilité et retour », in *L'état de la Belgique. 1989-2004. Quinze années à la charnière du siècle*, De Boeck, Coll. Pol-His, pp. 43-79.

DE WINTER L., FROGNIER A.-P. (1999), « Les identités ethno-territoriales : exploration dans un champ de mines politique et méthodologique », in FROGNIER A.-P., AISH A.-M. (eds), *Des élections en trompe-l'œil. Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles, De Boeck Université, pp. 67-96.

DE WINTER L., FROGNIER A.-P. (2001), « Réalités et paradoxes des identités en Belgique », in LETON A. (ed), *La Belgique. Un Etat fédéral en évolution*, Bruxelles, Bruylant, pp. 251-278.

DE WINTER L. (2002), « De Ondraaglijke lichtheid van het Belg- of Vlaming-zijn : het enigma van etno-territoriale identiteiten in Vlaanderen », in Swyngedouw M., Billiet J., *De kiezer heeft zijn redenen. 13 juni 1999 en de politieke opvattingen van Vlamingen*, Leuven, Acco, pp. 215-232.

DE WINTER L. (2003), « Sire, il y a encore des Belges... », in Frognier A.-P., Aish A.-M., *Elections, la rupture ? Le comportement des Belges face aux élections de 1999*, De Boeck, Bruxelles, pp. 110-133.

DEWACHTER W. (1996), « La Belgique d'aujourd'hui comme société politique », in DIECKHOFF A. (dir), *Belgique. La force de la désunion*, Bruxelles, Editions Complexe, pp. 105-142.

DIECKHOFF A. (2000), *La nation dans tous ses Etats. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion.

DOUTRELEPONT R., BILLIET J., VANDEKEERE M., « Profils identitaires », in BAWIN-LEGROS B., VOYE L., DOBBELAERE K., ELCHARDUS M. (2001), *Belge toujours. Fidélité, stabilité, tolérance. Les valeurs des Belges en l'an 2000*, Bruxelles, De Boeck, pp. 213-256.

JACQUEMAIN M., DOUTRELEPONT R., VANDEKEERE M. (1994), « L'identité wallonne saisie par l'enquête. Une approche constructiviste de l'identité collective », *Res Publica*, vol. 36, n°3/4, pp. 343-360.

JACQUEMAIN M., ITALIANO P., HESELMANS F., VANDEKEERE M., DEFLANDRE D. et WILLEMS I. (2006), « Introduction. Les racines de l'identité collective », *Fédéralisme Régionalisme*, 2006, vol. 6 : 2005-2006. Affiliations, engagements, identités : l'exemple wallon. <http://popups.ulg.ac.be/revue6/document.php?id=360>

Pilet J.-B. (2005), « Le Rassemblement wallon (RW) et le Front démocratique des francophones (FDF): des partis victimes de leurs succès », in Delwit P. (ed.), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement ?*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, pp. 265-282.

Rezsöházy R., Kerkhofs J. (1984) (dir.), *L'univers des Belges. Valeurs anciennes et valeurs nouvelles dans les années 80*, Louvain-la-Neuve, CIACO.

SMITH A. D. (1986), *The Ethnic Origins of Nations*, New York, Oxford, Basil Blackwell.

VANDEKEERE M., DOUTRELEPONT R., JACQUEMAIN M. (1994), « Les déclinaisons de l'identité en Wallonie. Couplages et divorces entre électorats, appartenances et prises de position en matière communautaire et institutionnelle », in FROGNIER A.-P., AISH-VAN VAERENBERGH A.-M. (eds), *Elections, la fêlure ? Enquête sur le comportement électoral des Wallons et des Francophones*, Bruxelles, De Boeck Université, pp.149-182.

VAN HAUTE, E. (2005), « La Volksunie (VU) : triomphe des idées, défaite du parti », in DELWIT P. (ed), *Les partis régionalistes en Europe. Des acteurs en développement*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, pp. 243-264.

VERJANS P.(1992), « Une diversité de clivages », in VOYE L., BAWIN-LEGROS B., KERKHOFS J. DOBBELAERE K., *Belges, heureux et satisfaits. Les valeurs des Belges dans les années 90*, Bruxelles, De Boeck, pp. 241-285.

VOYE L., BAWIN-LEGROS B., KERKHOFS J., Dobbelaere K. (1992), *Belges, heureux et satisfaits. Les valeurs des Belges dans les années 90*, Bruxelles, De Boeck.